Rapport de Helmut Kohl devant le Parlement européen (30 juin 1983)

Légende: Le 30 juin 1983, le chancelier allemand Helmut Kohl dresse à la tribune du Parlement européen le bilan du Conseil européen de Stuttgart et insiste sur l'importance de la mise en oeuvre d'une coopération politique européenne commune.

Source: Journal officiel des Communautés européennes (JOCE). Débats du Parlement européen. 30.06.1983, n° 1-301. [s.l.]. p. 18-24.

Copyright: (c) Union européenne, 1995-2013

URL: http://www.cvce.eu/obj/rapport_de_helmut_kohl_devant_le_parlement_europeen_30_juin_1983-fr-38c14470-6d46-419e-afb8-890202491837.html

Date de dernière mise à jour: 18/12/2013

Rapport de Helmut Kohl devant le Parlement européen (30 juin 1983)

Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs, je me réjouis, en ce dernier jour de la présidence allemande, de pouvoir faire, en séance spéciale du Parlement européen, un rapport sur le Conseil européen de Stuttgart. Ce rapport ne portera pas tellement sur ce qui s'est passé. Ce que je tiens à faire, c'est réfléchir avec vous sur les conclusions que nous pouvons tirer du sommet de Stuttgart pour les travaux futurs de la Communauté. La politique de l'Europe relève particulièrement de la responsabilité des chefs d'Etat et de gouvernement de la Communauté. Aussi de la vôtre, bien entendu, car vous êtes les élus directs de l'Assemblée européenne. C'est pourquoi le dialogue entre l'Assemblée et le Président du Conseil européen est nécessaire. Il a été explicitement prévu dans la déclaration solennelle sur l'Union européenne qui a été adoptée à Stuttgart.

Le Parlement européen a le rôle important et indispensable de renforcer la conscience européenne auprès de nos citoyens. Pour cela, il doit avoir de l'autorité et sa voix doit être entendue.

(Applaudissements)

La conscience européenne ne peut cependant se développer que si nos citoyens, avec leurs intérêts et leurs problèmes, se sentent bien dans leur peau au sein de la Communauté. Les pères fondateurs de l'Europe, à qui nous devons la Communauté et l'idée grandiose de la fusion européenne, le savaient: la Communauté vit parce qu'elle garantit la paix et la stabilité en Europe, parce qu'elle renforce notre authenticité et parce que, grâce à elle, nous sommes devenus un interlocuteur convaincant dans le monde d'aujourd'hui, un interlocuteur qu'on écoute.

Les fondateurs de la Communauté savaient également que la Communauté doit affronter la tâche délicate qui consiste à trouver sans cesse un équilibre entre les intérêts des Etats membres. Cette tâche - il serait absurde de vouloir l'ignorer - est bien plus ardue aujourd'hui qu'elle ne l'était à une époque de prospérité économique et de caisses remplies. Lorsque, dans tous nos pays, de grandes entreprises, des secteurs industriels tout entiers et des régions entières sont durement touchés par la crise structurelle économique et par le chômage, lorsque nous sommes contraints de faire des coupes sombres dans nos budgets nationaux, il devient plus difficile de régler les problèmes au niveau de la Communauté.

Le risque grandit aussi que les dossiers individuels de la politique agricole, de la politique de la pêche, du budget ne prennent plus d'importance que celle qui leur revient dans la dimension européenne. Il peut arriver alors - et ce danger nous guette - que ces dossiers déplacent l'horizon politique en Europe. Plus que jamais nous devons nous garder de toute étroitesse de vue politique comme de toute action irréfléchie sur le plan national. Plus que jamais nous devons garder à l'esprit les idées politiques de base qui sont contenues dans les traités de Rome. Leur teneur est connue. Les objectifs sont un vaste marché interne libre, une politique ouverte et libérale en matière de commerce extérieur, un marché agricole commun, une politique commune de développement et, surtout, le développement institutionnel de la Communauté.

Tout cela repose sur une solidarité économique et politique des Etats membres de la Communauté. A une époque comme celle d'aujourd'hui, il ne suffit pas de voir dans la Communauté une simple zone européenne de libre échange. La perspective de l'union européenne est, j'en suis fermement convaincu, plus nécessaire que jamais. Nous avons besoin aujourd'hui plus que jamais, de progresser sur la voie de l'unification européenne.

(Applaudissements)

Dans ce contexte, le sommet de Stuttgart a été une rencontre importante. Autant - je crois qu'on peut le supposer - tous les participants étaient persuadés que seule une action commune peut nous faire tous avancer et aider chaque Etat membre à préserver ses intérêts bien compris, autant cette rencontre de Stuttgart a été, c'est normal, le reflet des problèmes économiques et financiers que nous connaissons tous dans nos pays respectifs. Ces difficultés resserrent la marge de manœuvre politique des gouvernements et donc aussi celle des institutions communautaires.

Le Conseil européen de Stuttgart n'en a pas moins donné des impulsions importantes pour le développement futur de la Communauté. Il a amorcé des négociations, fait des délais précis et indiqué pour ces négociations des orientations concrètes. Chacun de nous, moi aussi bien entendu, aurait aimé quitter Stuttgart en ramenant davantage pour lui et tous ensemble nous aurions aimé ramener davantage pour l'Europe.

(Applaudissements)

Autant les positions maximalistes nationales sont déplacées dans une décision de compromis européen, autant il est faux, apolitique et utopique de vouloir mesurer une telle décision à une norme européenne idéale. Les déclarations de Stuttgart sont une base sur laquelle nous devrons et pourrons poursuivre très concrètement nos travaux dans les prochains mois. C'est vrai pour la Commission comme pour les gouvernements au sein du Conseil et je suis persuadé que le Parlement européen nous aidera dans cette tâche d'une manière constructive, réaliste et critique et contribuera à ce que personne dans les gouvernements nationaux n'aie l'idée, vu les décisions prises à Stuttgart, de renvoyer les problèmes en suspens aux calendes grecques.

Il s'agissait à Stuttgart d'examiner le budget de la Communauté, le financement de la Communauté et de chercher des moyens efficaces et économiques de gestion budgétaire. En fait, les débats ont porté sur l'élargissement de la Communauté et sur la préparation de celui-ci, sur les différentes politiques de la Communauté et aussi sur les nouvelles politiques communes. Nous voulons l'élargissement - et je le dis expressément au nom du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne que je préside -, nous voulons tenir la parole que nous avons donnée aux partis et aux institutions démocratiques en Espagne et au Portugal et nous tenons par conséquent à ce que l'Espagne et le Portugal puissent adhérer bientôt à la Communauté.

(Applaudissements)

Comme nous voulons une Communauté qui ne recule pas devant de nouvelles tâches communautaires dans les domaines de la recherche et de la technologie, en matière d'environnement et de politique sociale, nous devons faire en sorte que la Communauté repose à long terme sur une base financière solide. Il ne faut pas compter pour cela sur une formule passe-partout qui consiste à relever simplement les ressources propres. Le budget de la Communauté n'évolue pas dans un espace libre: il est soumis aux mêmes règles que celles qui s'appliquent à nos budgets nationaux.

Je vous parle aujourd'hui alors que le gouvernement fédéral allemand s'est attelé hier à la tâche difficile qui consiste à faire, l'année prochaine, 7 milliards d'économies; cela concerne chez nous environ 30 millions de citoyens. Il est évident que cet effort d'économie et de nouvelle discipline budgétaire ne vaut pas uniquement sur le plan national. Au niveau de la Communauté également, nous avons le devoir de freiner les dépenses dans les différentes politiques, notamment dans la politique agricole. Nous devons essayer toutes les possibilités d'économie et de nouvelle discipline budgétaire.

(Applaudissements)

Le sommet de Stuttgart a confirmé que ces questions ne peuvent être traitées d'une manière isolée.

(Applaudissements)

Elles sont d'importance égale, elles doivent être traitées en même temps et parallèlement. Cet effort intense aucun de nous ne peut y échapper, ni vous non plus d'ailleurs. Nous voulons aboutir à une solution globale de manière à obtenir un équilibre d'intérêts qui soit acceptable pour tous. Le Conseil européen de Stuttgart s'est rallié à cette idée de la Présidence allemande. Je ne connais aucun, j'insiste, aucun Etat membre qui ne voudrait voir se réaliser au plus vite ne fût-ce qu'une partie du paquet global. C'est vrai également pour les candidats à l'adhésion, l'Espagne et le Portugal. Le fait que les problèmes soient liés devrait provoquer une nouvelle impulsion puissante capable de faire avancer le paquet global.

La première d'une série de sessions spéciales du Conseil aura déjà lieu le 8 juillet 1983 sous la Présidence grecque. Ces négociations sont difficiles. Nous sommes cependant tous disposés, j'en suis sûr, à aborder avec détermination les problèmes que nous avons peut-être trop tendance à éloigner de nous. A la fin, une décision commune sera prise en ce qui concerne tous les problèmes connexes, l'envergure et le calendrier des besoins communautaires en ressources propres devant être déterminés sur la base des résultats obtenus.

A la suite de certaines critiques émises même dans cette Haute Assemblée, et que je peux très bien comprendre je tiens à préciser très nettement ceci : nous, Allemands - et c'est bien là notre position - ne sommes pas pour une «Europe en veilleuse». Nous ne voulons pas renoncer à des politiques communes anciennes ou nouvelles, ni à des transferts de ressources, ni à des progrès de convergence. Il n'est pas question non plus d'accroître les ressources propres sans maîtriser en même temps la dynamique des dépenses, notamment dans la politique agricole commune, et sans procéder à une répartition équitable des charges.

La consigne du moment est la mesure. Les dépenses nouvelles devront être dûment justifiées au regard des sacrifices qu'elles imposeront à nos citoyens. Sans cela, la politique de l'Europe ne serait pas crédible. Vous le savez aussi bien que moi. En tant qu'hommes politiques, nous devons répondre au choix de nos électeurs, je le dis en qualité de Président du parti démocrate chrétien d'Allemagne. Ce sont les mêmes électeurs qui ont émis leur vote hier aux élections nationales et qui participeront demain, c'est-à-dire en juin, aux élections européennes. En tant qu'hommes politiques, nous devons répondre à ce choix et il ne faudrait pas que quelqu'un puisse dire un jour «Après tout, ce ne sont que les élections européennes.» Il s'agit toujours d'un choix qui nous concerne tous, autant que nous sommes.

Je suis certain que nos citoyens, les électeurs, sont disposés à faire des sacrifices pour l'Europe. Mais ils ne feront ces sacrifices que si nous pouvons leur expliquer d'une manière crédible que l'Europe est plus qu'un comptoir en banque sur lequel on place de l'argent avec l'espoir de récupérer davantage lorsque les circonstances sont favorables.

(Applaudissements)

Sans cette vision de l'Europe, sans cette image de l'Europe spirituelle et culturelle que les pères des traités de Rome avaient constamment à l'esprit, nous ne ferons aucun progrès sur le plan européen. J'espère que nous viendrons à bout de la tâche qui nous a été confiée à Stuttgart et que nous réaliserons des progrès sensibles d'ici au prochain Conseil européen qui aura lieu en décembre à Athènes.

Les solutions qui y seront trouvées mettront toutefois un certain temps à entrer en vigueur. Il fallait donc trouver, à Stuttgart, une solution intermédiaire pour la Grande-Bretagne. Après de longues négociations, nous nous sommes mis d'accord, pour 1983, sur un montant politique net de 750 millions d'Ecus. Cette solution tient compte des paiements excédentaires à la Grande-Bretagne, le montant est aussi nettement inférieur à celui de 1982. Nous avons renoncé cette fois à une formule de partage des risques qui couvrirait les développements imprévisibles.

Pour le reste, nous nous en tiendrons aux arrangements du début de l'année, notamment à une diminution de 50 pour cent de la part allemande. Les questions de détail devront être réglées entre le Conseil et le Parlement européen dans le cadre du projet de budget 1984. La solution intermédiaire qui a été trouvée est étroitement liée à des dispositions financières à long terme, tandis que les ressources devront être dépensées dans le cadre de politiques communes. Lors de ses délibérations sur les questions économiques et sociales, le Conseil européen s'est engagé à utiliser d'une manière globale et coordonnée les instruments financiers de la Communauté en vue d'appuyer et d'assurer le redressement économique dans nos pays. Par l'augmentation des emprunts communautaires sous la présidence allemande, ces instruments se sont, dans l'ensemble, considérablement renforcés.

Le Conseil européen a particulièrement bien accueilli les décisions des ministres de l'Emploi et des Affaires sociales visant à concentrer les crédits du Fonds social européen sur des mesures de lutte contre le chômage des jeunes. Il a apprécié également la résolution relative à la politique de formation professionnelle,

garantissant aux jeunes, au terme de leur scolarité obligatoire, une année de formation de base. Je considère ces deux mesures comme des apports très importants et opportuns à la lutte contre le chômage chez les jeunes.

En ce qui concerne le marché intérieur, le Conseil européen a pu enregistrer des progrès dans des domaines partiels. Nous étions toutefois unanimes à dire, à Stuttgart qu'il y a lieu de poursuivre les efforts en vue d'éliminer les distorsions à la concurrence et les entraves aux échanges existant sur le plan interne. Nous savons qu'en matière de politique économique la Communauté vit des efforts de tous, c'est-à-dire en premier lieu des efforts que chacun entreprend chez lui. La Communauté met à notre disposition un grand marché intérieur. Pour le reste, elle ne peut agir que dans un esprit d'encadrement. Aussi, l'une de nos tâches principales sur le plan européen reste-t-elle de mieux accorder les politiques économiques des membres de la Communauté. Celui qui s'imagine pouvoir faire cavalier seul se fait du tort et fait du tort aux autres.

(Applaudissements)

Au cours des semaines et des mois écoulés, nous avons, malgré des options de base différentes, progressé sur ce point. Ces progrès doivent nous encourager à poursuivre sur cette voie et à utiliser pleinement le système monétaire européen dont l'objectif politique est d'être un instrument de discipline et de coordination des politiques économiques.

Je me réjouis particulièrement de l'accueil favorable que le Conseil européen a réservé aux impulsions que nous avons données à la politique de l'environnement notamment en ce qui concerne le problème du déboisement. Vu la menace pressante dans tous nos pays, nous devons agir vite et d'une manière efficace. Les mesures nationales ne suffisent pas. Des efforts accrus au niveau européen international s'imposent. Je voudrais vous encourager à rester, à l'avenir également, la grande force motrice lorsqu'il s'agit de la protection de l'environnement.

Après des négociations intensives qui ont duré plus de deux ans, le Conseil européen de Stuttgart est parvenu à clore avec succès les délibérations concernant la déclaration solennelle sur l'Union européenne et à signer cette déclaration. Des réserves de certains partenaires concernant des détails de la déclaration subsistent. Le contenu de la déclaration a, par ailleurs, subi quelques modifications restrictives au cours des délibérations. Nous étions disposés à aller plus loin. C'est le cas également de quelques autres Etats membres. C'est aussi certainement le cas du Parlement européen. Il faut cependant admettre qu'ensemble on ne peut obtenir que ce que chacun est prêt à accepter pour lui.

Je voudrais ici adresser quelques mots à cœur ouvert à cette Assemblée. Je comprends, bien entendu, la critique, je comprends qu'on dise que nous aurions dû aller plus loin. Mais les députés qui siègent ici sont, chez eux, membres de partis nationaux et je leur dis très franchement ceci. J'entends parfois, dans cette Assemblée, chez l'un ou l'autre, des intonations que je n'entends pas dans mon pays. Je suis très surpris de constater que certains expriment ici un esprit européen qu'ils n'expriment pas, qu'ils ne peuvent pas exprimer ou qu'ils ne veulent pas exprimer dans leur propre parti.

(Applaudissements)

Il est bien plus facile, c'est évident, d'exprimer ici ses convictions européennes. Si nous voulons faire progresser l'Europe, il faut toutefois que les convictions et les décisions européennes soient répercutées également aux congrès des partis nationaux.

(Applaudissements)

Connaissant ces difficultés et pouvant très bien observer ces écarts de nuances entre les paroles prononcées par les députés ici et dans leur pays, je pense que cette déclaration, malgré toutes les restrictions que nous nous imposons et que j'admets - je n'ai jamais dit que nous avions accompli un acte historique - je pense que cette déclaration nous a fait accomplir quelques pas sur la voie de l'unification européenne. La déclaration n'est d'ailleurs pas pour nous un état définitif. Elle peut, à tout moment, être révisée et il serait souhaitable

qu'elle le fût. Si, par exemple les grands partis politiques qui existent dans tous les pays européens, pouvaient se mettre d'accord sur une conviction commune - j'ai déjà fait plusieurs suggestions dans ce sens - nous aurions de bonnes chances d'avancer rapidement.

Tous les Etats membres de la Communauté se prononcent dans la déclaration, pour une extension des politiques et des compétences de la Communauté des dix dans le domaine culturel, dans celui de l'harmonisation du droit, en matière de sécurité. Par la déclaration, nous nous efforçons en outre de contenir le nombre accru d'institutions de la Communauté et de la coopération entre les Etats membres et d'axer leur action d'une manière plus efficace sur l'objectif de l'union européenne.

Le texte de la déclaration exprime la volonté de tous les Etats membres de viser à un plus grand pouvoir de décision du Conseil de ministres par l'application des règles du traité, y compris de celles qui concernent les décisions à prendre à la majorité. Il s'agit-là d'un progrès. Si, par ailleurs, plusieurs Etats membres ont fait inscrire au procès-verbal qu'ils insistent pour que dans les cas d'intérêt national vital, les délibérations du Conseil se poursuivent jusqu'à ce qu'un accord soit obtenu, cette attitude répond à la situation actuelle de la Communauté. Nous devons nous y faire; nous pouvons d'ailleurs nous y faire, même si nous souhaitons autre chose, et je souhaite autre chose, je vous le dis clairement.

(Applaudissements)

Les deux pères de la déclaration, le ministre fédéral Genscher et le ministre des Affaires étrangères Colombo ont fait un effort tout particulier pour renforcer les possibilités de collaboration du Parlement européen. Dans ce domaine précisément, des réserves considérables avaient été émises. C'est l'un des domaines dans lesquels les membres du Parlement européen ont, je crois, un rôle pédagogique exceptionnellement important à jouer dans les partis nationaux. Dans ce domaine donc, il y avait des réserves et, pourtant, nous avons réussi à réaliser de légers progrès pour ce qui concerne la concertation en matière de procédures législatives, la négociation et la conclusion de traités de droit international ainsi que la nomination du Président de la Commission.

Le Parlement conserve la faculté, lors de l'examen de la déclaration, de poursuivre ses initiatives plus ambitieuses, également en ce qui concerne son propre rôle. Pour ma part, je reste convaincu que le rôle et l'autorité du Parlement doivent être renforcés.

(Applaudissements)

Nos citoyens seront bien avisés en épaulant le Parlement par une participation massive aux prochaines élections. Dire oui au Parlement européen signifie dire oui à une politique européenne efficace. Vous savez comme moi qu'une responsabilité accrue n'implique pas automatiquement une compétence accrue. Dans l'état actuel des choses, il serait dangereux pour l'Europe que le Parlement européen, que les Parlements nationaux agissent l'un à côté de l'autre, voire l'un contre l'autre. Autant il est important pour les députés nationaux de savoir ce qui se dit et se fait au Parlement européen, autant il est indispensable pour vous, députés européens, de savoir sous quelles contraintes sont placés vos collègues des Parlements nationaux et doivent être prises leurs décisions. Il me paraît absolument nécessaire, et le même problème semble se poser dans la plupart des pays, que les contacts soient encore améliorés.

A Stuttgart, il y a eu des paroles nettes, franches et parfois violentes, comme cela arrive - et doit sans doute arriver - souvent entre partenaires et amis. Il y avait tout autant la volonté de trouver des compromis, de reléguer les exigences nationales au second plan là où c'était nécessaire dans l'intérêt de l'Europe. Les progrès réalisés à Stuttgart sont l'œuvre de tous les participants. Nous sommes tous appelés à présent à traduire les résultats de Stuttgart dans les faits. Les solutions sont amorcées sans doute, mais pas encore définitivement trouvées.

Nous n'avons pas beaucoup de temps. Le monde dans lequel nous vivons n'est pas disposé à attendre que nous ayons résolu nos problèmes internes. L'Europe n'est pas une île, elle est liée, avec toutes les fibres de son existence, à notre monde et à ses énormes problèmes et conflits. Le navire européen est entré dans des

eaux difficiles, politiquement et économiquement parlant. Notre conjoncture peut se redresser lentement. Ce redressement toutefois, ne nous tombe pas du ciel. Nous devons nous y atteler avec fermeté et faire preuve de persévérance.

Les adaptations de structure qui sont nécessaires dans des secteurs importants de notre économie - je pense à la sidérurgie, à l'industrie textile, aux constructions navales, pour ne citer que quelques exemples - ne se fera pas du jour au lendemain, et elles concernent beaucoup de gens. Lorsqu'on aborde ces problèmes, on ne doit pas seulement voir les statistiques, mais aussi les visages des hommes et des femmes qui sont sans emploi. Il est d'autant plus nécessaire de trouver pour notre industrie aussi pour les nouvelles industries de l'avenir, une dimension européenne que nous puissions pleinement utiliser. Les avantages du vaste marché intérieur nous profitent, mais doivent aussi profiter à des tiers, aux marchés desquels nous avons aussi besoin de pouvoir accéder librement. Une dimension européenne signifie toutefois aussi une coopération européenne dans la recherche et l'innovation, elle signifie une coopération des entreprises partout où c'est utile et possible.

Pour ce qui concerne les relations Est-Ouest, cette année est une année de décisions importantes. La fermeté et la solidarité s'imposent, non seulement dans le cadre de l'Alliance, mais également au sein de la Communauté et parmi ses Etats membres. Le pilier européen dans les relations transatlantiques, doit être solide et robuste. La Communauté, ses Etats membres ne peuvent pas se permettre, dans une telle situation, de se braquer sur des querelles internes. Cette attitude pourrait être suicidaire pour notre liberté, pour notre autonomie, pour la paix.

Si nous ne voulons pas devenir un jouet dans la politique mondiale, il nous faut une Europe forte, une Europe confiante dans ses possibilités. L'Europe doit être forte afin de pouvoir défendre ses intérêts en toutes circonstances et pour que la Communauté des démocrates libres dans le monde reste forte.

Je le répète: nous avons tous besoin de l'Europe. Ce n'est pas avec les idées nationalistes du 19e siècle qu'il faut espérer franchir le seuil du 21e siècle. Je suis profondément convaincu que c'est au cours de cette décennie, au cours des deux prochaines législatures de ce Parlement, que nous devons accomplir le pas décisif, si tant est que nous puissions encore l'accomplir.

(Applaudissements)

Nous, Allemands, nous éprouvons particulièrement ce besoin. Nous vivons dans un pays divisé et avons de ce fait, besoin de l'Europe plus que quiconque. S'il nous reste une chance, à l'avenir et au fil de l'histoire, de connaître à nouveau l'unité de notre nation, c'est sous un toit européen qu'elle pourra se réaliser. C'est pour cela que, dans mon pays, je plaide avec tant de passion - sans compter les aspects économiques et sociaux - pour le pas décisif vers l'Europe, pour l'intégration politique et l'unification de l'Europe, car c'est pour nous une chance de nous affirmer comme pays et comme peuple. C'est pour cela aussi que nous sommes prêts - et je le dis sans détour et sans arrière-pensée diplomatique - à faire les sacrifices nécessaires à l'intégration de l'Europe.

(Applaudissements)

Seule une Europe forte et unie peut, avec nos amis et alliés en Amérique du Nord, mener le dialogue avec le bloc de l'Est et trouver ainsi une chance d'équilibre. C'est nécessaire pour le maintien de la paix dans le monde. M'appuyant sur la solidarité au sein de l'Alliance, m'appuyant aussi sur la Communauté européenne et sur sa politique, je pourrai, au cours des prochaines semaines, mener mes entretiens à Moscou.

La présidence allemande se termine aujourd'hui. Elle est intervenue à un moment difficile et si on veut la mesurer à ses résultats, il faut aussi la mesurer aux problèmes qui se sont posés dès le premier jour. J'ai repris la présidence quelques semaines après mon élection à la Chancellerie et quelques semaines avant l'élection du Bundestag. Jusqu'ici, l'histoire de l'Europe n'a jamais connu de situation comparable. Celui qui veut faire la critique doit d'abord se rendre compte de la situation de départ et se demander ensuite ce qu'il aurait fait lui-même dans cette situation.

(Applaudissements)

Nous avons, bien entendu, pris nos responsabilités et, en cédant maintenant la Présidence à la Grèce, nous le faisons en adressant tous nos vœux à nos amis et partenaires grecs et avec la certitude que nos intérêts européens seront en de bonnes mains, dans ce pays qui est le berceau des idées de liberté et de démocratie dans l'histoire de l'Occident.

La Présidence implique une responsabilité particulière à l'égard de la Communauté et de sa gestion. La Communauté vit de la responsabilité de tous ses membres, il est évident que l'éclosion de la politique européenne, telle que je viens de l'évoquer, est dans les prochains mois l'affaire de tous les membres, et pas seulement de la présidence!

Permettez-moi, pour conclure, de faire une remarque très personnelle. J'appartiens à cette génération d'hommes politiques allemands qui ont fait leurs études au lendemain de la guerre, qui ont arraché les poteaux-frontières, chanté des chants européens et célébré la fraternisation. Les émotions de ces années nous ont fait croire que c'était cela l'Europe et que le plus dur était déjà fait. Entre-temps, nous avons quelques années de plus et nous sommes nécessairement devenus plus sceptiques et plus réalistes. Cependant, je n'hésite pas à dire ici que je suis profondément convaincu - surtout après ces six mois d'expérience à la présidence - que, sans les émotions de ces années et sans la faculté de comprendre non seulement les choses matérielles, mais aussi les liens spirituels et culturels de l'Europe, l'Europe ne se fera pas.

(Applaudissements)

Si importantes que soient les données économiques, il est important aussi de comprendre que derrière les données et les chiffres du chômage se cachent des destinées humaines qui exigent notre solidarité; mais il est aussi important qu'à côté de la technocratie, dont une société de masse moderne comme l'Europe a besoin, il nous faut aussi ces émotions, cet élan et, outre l'intelligence, la conviction du cœur.

Le diable, c'est connu, se loge dans le détail et, à un tel sommet, on découvre bon nombre de diables tout au long de l'ordre du jour. Il y a des gens, peut-être déjà trop, dans tous les groupes politiques d'Europe du reste qui commencent à se résigner lorsqu'il s'agit de l'Europe. Je voudrais, pour conclure, vous dire très simplement que même après certaines déceptions que j'ai moi-même vécues et subies, je ne vois aucune raison de se résigner. Ce qui a été dissocié en Europe pendant des siècles, ce qui s'est détaché peu à peu, il ne suffit pas d'une seule génération du point de vue historique je dirais d'un seul jour, pour le souder. Nous devons persévérer, et je puis même donner un argument rationnel plus que convaincant. Ceux qui, à tort ou à raison, critiquent le développement européen sont incapables de répondre à la question: quelle est alors la solution alternative à l'Europe?

(Applaudissements)

Cela étant, je voudrais vous demander - et vous le ferez aussi à votre tour - de persévérer sans relâche, malgré toutes les difficultés et les problèmes nationaux que nous avons à coup sur et que nous ne voulons pas nier et malgré toutes les embûches qui seront encore posées sur la route de l'histoire.

Nous atteindrons le but, à savoir l'intégration, l'unification politique de l'Europe.

(Applaudissements nourris)